Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

### Avis réglementaire

Règlement modifiant le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles

Règlement modifiant le Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme

Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

### **Regulatory Notice**

Regulation to amend Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement

<u>Amendments to Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade</u>

Matching and Settlement

Regulation to amend Regulation 81-104 respecting Commodity Pools

Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices

Amendments to Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices

### Projets de règlement

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34° et a. 331.2)

## Règlements concordants au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation. avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- Règlement modifiant le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles ;
  - Règlement modifiant le Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme ;
- Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif.

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les projets, en versions anglaise et française, de certaines instructions générales découlant du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription:

- Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles ;
- Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif.

### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le 17 août 2009, en s'adressant à :

Me Anne-Marie Beaudoin Secrétaire de l'Autorité Autorité des marchés financiers 800, square Victoria, 22e étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3

Télécopieur : (514) 864-6381

Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Isabelle Pelletier Avocate Autorité des marchés financiers 514-395-0337, poste 2566 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 2566

isabelle.pelletier@lautorite.qc.ca

### Le 17 juillet 2009

### RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 24-101 SUR L'APPARIEMENT ET LE RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES\*

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34°)

L'article 1.1 du Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations 1. institutionnelles est modifié par l'insertion, après la définition de « partie à l'appariement », de la suivante :

« « société inscrite » : une personne qui est inscrite à titre de courtier ou de conseiller en vertu de la législation en valeurs mobilières; ».

- Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « personne inscrite » par les mots « société inscrite ».
- 3. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

Le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-03 du 6 mars 2007 (2007, G.O. 2, 1743), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

#### MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE **RELATIVE** AURÈGLEMENT 24-101 SUR L'APPARIEMENT ET LE RÈGLEMENT DES **OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES**

L'Instruction générale relative au Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles est modifiée par le remplacement, partout où elles se trouvent, des expressions « personne inscrite » et « personnes inscrites » par « société inscrite » et « sociétés inscrites », respectivement.

# RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-104 SUR LES FONDS MARCHÉ À $\mathsf{TERME}^*$

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

- 1. Le paragraphe 1 de l'article 1.1 du Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme est modifié par le remplacement, dans la définition de « personne physique dont les activités sont restreintes aux organismes de placement collectif », des mots « comme représentant, associé, administrateur ou dirigeant d'un courtier » par les mots « à titre de représentant de courtier d'un courtier inscrit ».
- 2. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

<sup>\*</sup> Les dernières modifications au Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme, adopté par la décision n° 2003-C-0075 du 3 mars 2003 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 34, n° 19 du 16 mai 2003, ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, *G.O.* 2, 1185). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1<sup>er</sup> mars 2009.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF\*

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif est modifié par le remplacement de la définition de « préposé » par la suivante :

« « représentant » : à l'égard d'un courtier participant, les personnes suivantes :

- a) un associé, un dirigeant, un administrateur ou un salarié du courtier participant;
- b) une personne physique qui effectue des opérations sur titres pour le compte du courtier participant, qu'elle en soit ou non un salarié;
- c) une société par l'entremise de laquelle une personne visée au paragraphe a ou b exerce des activités reliées aux services fournis au courtier participant; ».
- 2. L'article 1.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

### « 1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif, adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0209 du 22 mai 2001, ont le sens qui leur est donné dans ce règlement. ».

- **3.** Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « préposé » et « préposés » par les mots « représentant » et « représentants », respectivement.
- **4.** Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

Les dernières modifications au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, adopté le 22 mai 2001 par la décision n° 2001-C-0212 et publié au Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec volume 32, n° 22 du 1<sup>er</sup> juin 2001, ont été apportées par le règlement modifiant la Norme canadienne 81-105, Les pratiques commerciales des organismes de placement collectif approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-19 du 10 août 2005 (2005, G.O. 2, 4688). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2009, à jour au 1<sup>er</sup> mars 2009.

# MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

- 1. L'article 3.1 de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif est modifié :
- $1^{\rm o}$  par le remplacement, dans l'intitulé du texte français, du mot « préposé » par « représentant »;
  - 2° par la suppression du paragraphe 1.
- 2. Le sous-paragraphe a du paragraphe 3 de l'article 4.4 de cette instruction générale est modifié, dans le texte français, par le remplacement du mot « employés » par « salariés ».
- **3.** Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le texte français, des mots « préposé » et « préposés » par « représentant » et « représentants », respectivement.

### **Draft Regulations**

Securities Act (R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (26) and (34) and s. 331.2)

# Concordant Regulations to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- Regulation to amend Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement;
  - Regulation to amend Regulation 81-104 respecting Commodity Pools;
  - Regulation to amend Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices.

The Authority is also publishing in this Bulletin draft amended texts, in English and French, of Policy Statements arising from the *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions:* 

- Amendments to Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement;
- Amendments to Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices.

## Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before August 17, 2009, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin Corporate Secretary Autorité des marchés financiers 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3

Fax: (514) 864-6381

E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

### **Further information**

Further information is available from:

Isabelle Pelletier Avocate Autorité des marchés financiers 514-395-0337, ext. 2566 Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 2566 isabelle.pelletier@lautorite.gc.ca

July 17, 2009

## REGULATION TO AMEND REGULATION 24-101 RESPECTING INSTITUTIONAL TRADE MATCHING AND SETTLEMENT $^{\ast}$

Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (26) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement is amended by inserting the following definition after the definition of "matching service utility":

""registered firm" means a person registered under securities legislation as a dealer or adviser;".

- **2.** The Regulation is amended by replacing, wherever it appears, the word "registrant" with the words "registered firm".
- 3. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

17 juillet 2009 - Vol. 6, n° 28

<sup>\*</sup> Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement, approved by Ministerial Order No. 2007-03 dated March 6, 2007 (2007, G.O. 2, 1270), has not been amended since its approval.

### AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION *24-101* RESPECTING INSTITUTIONAL TRADE MATCHING AND SETTLEMENT

1. Policy Statement to Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement is amended by replacing, wherever they appear, the words "registrant" and "registrants" with "registered firm" and "registered firms", respectively.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 81-104 RESPECTING COMMODITY $\mathbf{POOLS}^*$

Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

- 1. Paragraph (1) of section 1.1 of Regulation 81-104 respecting Commodity Pools is amended, in the definition of "mutual fund restricted individual", by replacing the words "salesperson, partner, director or officer of a dealer" with the words "dealing representative of a registered dealer".
- 2. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

<sup>\*</sup> Regulation 81-104 respecting Commodity Pools, adopted pursuant to Decision No. 2003-C-0075 dated March 3, 2003 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Vol. 34, No. 19, dated May 16, 2003, was last amended by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, G.O. 2, 726). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," *Éditeur officiel du Québec*, 2009, updated to March 1, 2009.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES $^{\ast}$

Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices is amended by replacing the definition of "representative" with the following:

""representative" " means, for a participating dealer,

- (a) a partner, director, officer or employee of the participating dealer,
- (b) an individual who trades securities on behalf of the participating dealer, whether or not the individual is employed by the dealer, and
- (c) any company through which a person referred to in paragraphs (a) or (b) carries on activities in connection with services provided to the participating dealer;".
- **2.** Section 1.2 of the Regulation is replaced with the following:

### "1.2. Interpretation

Terms defined in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds adopted pursuant to decision no. 2001-C-0209 dated May 22, 2001 and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to them in Regulation 81-102 respecting Mutual Funds.".

- **3.** The Regulation is amended by replacing, wherever they appear in the French text, the words "préposé" and "préposés" with the words "représentant" and "représentants", respectively.
- **4.** This Regulation comes into force on September 28, 2009.

<sup>\*</sup> Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices, adopted pursuant to Decision No. 2001-C-0212 dated May 22, 2001 and published in the Supplement to the Bulletin of the *Commission des valeurs mobilières du Québec*, Vol. 32, No. 22, dated June 1, 2001, was last amended by the Regulation to amend National Instrument 81-105, Mutual Fund Sales Practices approved by Ministerial Order No. 2005-19 dated August 10, 2005 (2005, G.O. 2, 3516). For previous amendments, refer to the "Tableau des modifications et Index sommaire," Éditeur officiel du Québec, 2009, updated to March 1, 2009.

### AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES

- Section 3.1 of Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices is amended:
- by replacing, in the title of the French text, the word "préposé" with (1) "représentant";
  - by deleting subsection (1). (2)
- Subparagraph (a) of paragraph (3) of section 4.4 of the Policy Statement is amended, in the French text, by replacing the word "employés" with "salariés".
- 3. The Policy Statement is amended by replacing, wherever they appear in the French text, the words "préposé" and "préposés" with "représentant" and "représentants", 3. respectively.